



Revue de presse

7 septembre 2015

Lors de sa deuxième visite au site du Magro Ankorondrano, Marc Ravalomanana a tenu à répondre, à sa manière, aux remarques faites par le ministre d'Etat chargé des projets présidentiels, Rivo Rakotovoao concernant les conditions de réouverture de l'entreprise TIKO. Visiblement, le PDG de TIKO n'a pas apprécié lesdites remarques, raison pour laquelle, il s'est permis de conseiller au Président de la République de se séparer des hommes à problèmes. Sur le plan strictement politique, l'annonce de l'arrivée prochaine d'une délégation du Fonds Monétaire international, la réactualisation de l'accord de coopération avec la France ainsi que l'adoption de la loi de finances rectificatives alimentent les discours sur l'engagement des bailleurs de fonds traditionnels auprès du gouvernement malgache.

Processus électoral

1. Administration des élections :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'ANTANANARIVO : LALATIANA CONTRE LALAO CE JOUR

Les requêtes déposées au tribunal administratif d'Antananarivo dans le cadre des contentieux électoraux seront jugées à partir de ce jour au palais de Justice d'Anosy. La candidate à la mairie d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana fait l'objet de requête sur l'utilisation de la dénomination « Neny » et sur la présence de l'armoirie de la République sur son bulletin de vote. De son côté, elle a déposé deux mémoires en défense en réplique à ces plaintes de la candidate Lalatiana Rakotondrazafy. (Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 2)

CONTENTIEUX POST-ELECTORAUX : ENQUETE MASSIVE A FIANANRANTSOA

Une enquête massive a été ouverte à Fianarantsoa, et celle-ci corrobore l'hypothèse de la candidate Christine Razanamahasoa concernant des fraudes électorales et une manipulation frauduleuse des résultats, notamment à travers des procès-verbaux autocopiants volontairement détruits. A l'heure actuelle, plusieurs responsables de bureaux de votes font l'objet d'une enquête qui influera sûrement sur les résultats définitifs du Tribunal administratif. (Madagascar Matin, p. 2)

CANDIDAT HVM A TULEAR : 2 ANS D'IMPOTS NON PAYES

Les dossiers comportant les secrets du prétendant au titre de maire de la commune urbaine de Toliara sous les couleurs du parti HVM ont été divulgués dans toute la ville la semaine dernière. Il en ressort que ce candidat ne s'est pas acquitté de ses impôts au titre de l'année 2014 et 2015, totalisant une somme de 1,400 millions d'Ariary. (Madagascar Matin, p. 2) La Vérité semble vouloir apporter la preuve de ce qui devait être la preuve de ces allégations, en publiant un document scanné. Sauf que le document reste illisible et aucune information ne peut en être tirée. (p.3)

Politique interne

UNE SEMAINE DE TOUS LES DEFIS

Les Nouvelles ouvre sa page sur le fait que plusieurs dossiers épineux seront remis sur le tapis pour





calmer l'ardeur des divers acteurs sociopolitiques, au risque de faire monter la tension. Le Chef du gouvernement et le Président de l'Assemblée nationale seront de retour au pays après leur périple à l'étranger. Ce dernier devra, entre autres, continuer à batailler auprès de ses pairs pour faire accepter le « Mémoire de stabilité ». Sur la situation sécuritaire, d'autres batailles attendent aussi l'Exécutif. Outre l'insécurité urbaine, les responsables étatiques devraient aussi trouver la suite à donner aux opérations « Fahalemana ». A cela s'ajoutent l'amplification des revendications sociales dans plusieurs secteurs de la vie du pays à l'instar des manifestations estudiantines, la grève des enseignants-chercheurs ou des employés de la JIRAMA, ainsi que la venue d'une délégation du Fonds monétaire International. (p. 3)

- Le gouvernement est en passe de conclure un accord avec le Fonds Monétaire International, analyse **La Gazette de la Grande Île**. En tout cas, dans le programme de réformes, le FMI réclame en premier lieu la réduction des dépenses publique. Interdiction par exemple de recruter de nouveaux fonctionnaires (gel des effectifs), d'importer certains produits non indispensables, de subventionner les prix du carburant... L'instauration de la vérité des prix en matière de carburant ne peut que conduire à une hausse généralisée des prix, et donc à une vie plus dure. (, p. 3 et p.5)

MEMORANDUM DE STABILITE : RAVALOMANANA JOUE LA MONTRE

En marge d'une nouvelle visite sur le site de sa société samedi dernier, l'ancien Président Marc Ravalomanana a précisé que ni lui ni ses députés n'ont encore vu le Mémoire de Stabilité. Autrement dit, ils ne l'ont pas encore signé. Jouant sur les mots « collaborer » et « travailler ensemble », l'ancien Chef d'Etat semble indiquer que la main tendue ne sera pas gratuite, dans la mesure où il est prêt à collaborer avec le pouvoir, mais non à simplement le soutenir. L'ex Chef d'Etat avait commencé à durcir le ton envers le pouvoir à cause, notamment de l'attribution étatique au sujet de la réouverture de sa société. D'ailleurs, réagissant à la claque infligée par Rivo Rakotovoà quant à ce projet, Marc Ravalomanana a suggéré au Président de la République de se séparer des personnes à problèmes. (**L'Express de Madagascar, p. 3, Takoritsika (p. 3)** Effectivement, Rivo Rakotovoà avait déclaré dernièrement que le groupe TIKO doit régler ses arriérés fiscaux après inventaire pour pouvoir procéder à sa réouverture. (**Midi Madagasikara, p. 2**) Mais au lieu d'adopter un ton conciliateur, Marc Ravalomanana préfère les paroles provocatrices à l'endroit des tenants du régime, remarque **La Vérité. (p.3)**

- Marc Ravalomanana ne cesse de répéter et de croire que la collaboration avec l'Etat est un moyen de parvenir ensemble au redressement socio-économique. Mais au vu des récentes déclarations hostiles de Rivo Rakotovoà, un des hommes de confiance du Chef de l'Etat, numéro deux du gouvernement et président national du parti présidentiel, l'on est tenté de croire que les tenants du régime ne l'entendent pas de cette oreille. Ces derniers agissent comme s'ils n'étaient pas intéressés par cette offre de collaboration, pense **Takoritsika (p. 3)**
- L'ancien Président Marc Ravalomanana s'est expliqué sur la propriété du terrain sur lequel est érigée sa société Magro, à Ankorondrano. Ce terrain a déjà fait l'objet d'une décision du Tribunal en 2009. Or, le pays était dirigé à cette époque par un régime non reconnu. Aussi, il estime que la décision du Tribunal est caduque. (**Tia Tanindrazana, p. 3**)



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Dans un article intitulé « Marc Ravalomanana défie Rivo Rakotovo », **Madagascar Matin** évoque une mise en scène pour faire diversion et pour faire croire qu'il y a une différence entre le régime de Marc Ravalomanana et le régime actuel. En effet, des informations circulent selon lesquelles le Chef de l'Etat serait actionnaire du groupe TIKO, et nul n'a daigné le démentir jusqu'à maintenant. (p.3)
- Marc Ravalomanana a fait des révélations sur le thème de la rencontre entre lui et le Président Hery Rajaonarimampianina à la date du 3 septembre dernier. Celle-ci aurait porté sur l'apaisement et la stabilité à Madagascar. (**Madagascar-Laza, p. 2**)
- Pacte de responsabilité ou mémorandum de stabilité, il s'agit d'un remodelage d'un pacte social rompu, selon les commentaires de **L'Observateur (p. 3)**. Et pour cause, tous les rôles et fonctions des institutions de l'Etat ainsi que les aspects relationnels entre les institutions, les démembrements de l'Etat et les citoyens face à leurs gouvernants sont déjà inscrits noir sur blanc dans la Constitution. Autrement dit, c'est le sommet de l'Etat qui n'assume pas convenablement son rôle et qui cherche un autre pacte politique pour survivre. Un acte inconstitutionnel !
- La Haute Cour Constitutionnelle n'a nulle part ailleurs, mentionné ce mot « mémorandum », remarque **La Vérité**. Mettre ce projet sur le devant de la scène politique nationale est une machiavélique amorce visant à sonder les avis et autres positions des 151 députés formant l'institution. Bref, Hery Rajaonarimampianina doit absolument revenir sur les rails de la légalité dans la procédure de règlement des conflits politico-institutionnels, qui ont failli le faire éjecter de son piédestal. Pour ce faire, il doit édifier et signer un pacte de responsabilité avec les 151 députés. (p. 3)

HERY RAJAONARIMAMPIANINA : CLIN D'ŒIL AUX JEUNES DU MELAKY

Le Président de la République s'est rendu dans la région Melaky pour assister à la cérémonie d'ouverture des 27^{èmes} Jeux du Melaky. A titre d'encouragement, il a offert des équipements sportifs et une enveloppe de 320 millions d'Ariary aux organisateurs et aux 700 jeunes participants. Hery Rajaonarimampianina a également promis la réhabilitation prochaine des rues dans le district de Besalampy et l'installation de matériels d'énergie solaire pour éclairer la ville. (**Midi Madagasikara, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 5, Takoritsika, p. 3**)

Vie des partis :

L'association « Manda ho an'ny Firaisam-pirenena », présidée par Lalatiana Ravololomanana et avec Guy Maxime Ralaiseheno au poste de secrétaire général, vient d'obtenir le statut de parti politique. D'emblée, il a été précisé qu'il s'agit d'un parti d'opposition. (**Midi Madagasikara, p. 3, Madagascar-Laza, p. 2; Madagascar Matin, p. 2**) 50 à 60 % des membres de cette formation politique sont des jeunes. Un choix qui, d'après sa présidente, reflète la volonté du parti de former les jeunes pour qu'ils soient familiarisés avec les questions se rapportant à la gestion des affaires étatiques. (**Les Nouvelles, p.3**)

Economie et société

JIRAMA : LES MENEURS DE GREVE CONVOQUES A FIADANANA

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Quatre leaders de l'Intersyndical, dont Oliva Andrianalimanana, sont convoqués à la Brigade des recherches criminelles à Fiadanana, ce jour. Selon une source au sein de la Police, le motif de convocation est lié à la découverte d'une bombe artisanale au siège de la société à Faravohitra. Les employés avaient dû organiser leur mouvement en d'autres lieux suite à cette découverte. Mais ils ont haussé le ton le 28 août dernier, en demandant la démission de la direction générale et des membres du conseil d'administration. Dernièrement, ils ont fermé les six agences de la capitale. (**L'Express de Madagascar, p. 5, La Gazette de la Grande Île, p. 13**) Une note de la direction générale de la compagnie annonce l'interdiction de toutes manifestations dans les lieux de travail de la société, sur l'ensemble d'Antananarivo. (**Madagascar-Laza, p. 5**)

CAMBRIOLAGE AU SEIN DE LA BRIGADE CRIMINELLE : L'ENQUETE AVANCE

Un cambriolage s'est produit dans la nuit du 26 au 27 août dernier dans le bureau du chef de la 4^{ème} section de la Brigade Criminelle. Le ministre de la Sécurité publique a déclaré à ce propos que l'enquête avance à grand pas. La thèse d'une complicité n'est pas à écarter, et la police nationale par le biais de l'inspection générale a pris des mesures rigoureuses permettant l'identification des auteurs présumés de cette affaire. (**Les Nouvelles, p. 4**)

CONTRE LA POLITISATION DE L'AFFAIRE JEAN PIERRE

Les associations pédagogiques au sein de l'Université d'Antananarivo, FMSA, AESTC, ARDECOUA et AEFLSH disent s'opposer à tout projet visant à politiser l'affaire Jean Pierre, ce jeune homme arrêté violemment par les forces de l'ordre durant le mouvement étudiant du 31 août 2015. (**Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 3**) Jean Pierre a écopé de 6 mois d'emprisonnement avec sursis, vendredi dernier. Maintenant, il est susceptible de comparaître devant le conseil de discipline auprès de l'Université. Il a été évoqué que cet étudiant a commis des excès en participant à une grève des enseignants-chercheurs. (**Madagascar-Laza, p. 6**)

- Le député Brunel Razafitsiandraofa, élu d'Ikongo, estime que le corps de la gendarmerie ne sert plus à rien. Des failles ont été observées depuis la fondation de ce corps de métier, d'où la difficulté pour les éléments qui le composent, de faire la différence entre « force » et « violence ». Invité sur le plateau d'une émission télévisée le week-end dernier, ce parlementaire a proposé de faire intégrer les gendarmes soit dans le corps de la police, soit dans le corps militaire et ainsi, de dissoudre la Gendarmerie nationale. (**Midi Madagasikara, p. 16**)
- Les défenseurs des Droits de l'Homme sont sortis de leur mutisme et ont fermement condamné cette violation des droits fondamentaux. Le traitement infligé à Jean Pierre constitue une atteinte aux droits de l'Homme. (**La Gazette de la Grande Île, p. 5**)

UNIVERSITE DE TOLIARA : LE PR DINA ALPHONSE ET LE SECES SE MENACENT MUTUELLEMENT

Le Pr Dina Alphonse, président de l'Université de Toliara a annoncé la reprise des cours à partir de ce 7 septembre, à l'Université de Toliara, arguant que la grève est suivie uniquement par une poignée d'enseignants-chercheurs réunis au sein du syndicat SECES. En réplique, ces derniers ont organisé une conférence de presse samedi dernier, pour dire qu'ils ne travailleront pas, sauf si les autorités étatiques acceptent de signer la lettre d'engagement avant le 14 septembre prochain. (**Tia Tanindrazana, p. 2**)





IHOZY : DEUX PRESUMES DAHALO FUSILLES PAR DES MILITAIRES

Deux présumés voleurs de bovidés arrêtés ont été fusillés puis brûlés avec des pneus par des militaires en mission de pacification dans la région de l'Ihorombe, dans le cadre de l'opération « Fahalemana ». L'acte s'est produit non loin des l'aérogare d'Ihosal, le 3 septembre dernier. Religieux, notables et opérateurs économiques ont condamné l'exécution sommaire de ces deux hommes, réduits en cendres. (Midi Madagasikara, p. 17)

- L'ancien ministre de la Fonction publique, Henri Rasamoelina trouve étonnant d'entendre dire que l'on va faire une déclaration de guerre contre les dahalo. Ne pas comprendre que la solution à ce fléau est politique, au plus haut niveau de l'Etat, en plus des interventions des forces de l'ordre sur le terrain, équivaudrait à un échec, de l'avis de ce sociologue. L'implication des éléments des forces de l'ordre dans des affaires délicates se justifie par l'absence d'une enquête de moralité et sur l'existence de la corruption durant le recrutement. (Les Nouvelles, p. 2)
- Les universitaires montrent du doigt les hauts responsables des forces l'ordre comme étant les responsables de la recrudescence de l'insécurité aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Une analyse sommaire de la situation met en évidence l'utilisation d'armes de guerre que beaucoup arrivent à identifier facilement comme appartenant aux éléments des forces de l'ordre, affiche **Madagascar Matin**. Depuis l'avènement du régime, plus aucun quartier, village, commune, district, région et province n'est épargné par l'insécurité galopante, caractérisée par les viols et les attaques à main armée. Selon les universitaires, l'insécurité est entretenue par des hauts gradés dans les rangs des forces de l'ordre. (p. 3)

INSECURITE A ANTANANARIVO : LES ZONES ROUGES

Les actes de brigandage se sont amplifiés depuis quelques temps, et créent beaucoup de conséquences négatives sur la vie quotidienne de la capitale, opine **La Gazette de la Grande Île**. Chaque quartier y passe, ayant chacun leur spécialité. Des zones sont plus dangereuses que d'autres, selon les cultures criminelles qui s'y sont intégrées avec le temps. (p. 7)

EXPLOITATION MINIERE : LE GRAPHITE LAMELLAIRE INTERESSE LES CANADIENS

Energizer Resources Inc. va exploiter le site de graphite lamellaire Molo à Toliara dès cette année. La firme table sur une production annuelle de 84.000 tonnes, ce qui générerait des emplois et des redevances pour une durée de 26 ans. Le coût total du projet est évalué à 150 millions de dollars, sachant que la tonne de ce minerai se négocie entre 1.000 et 3.000 dollars. (L'Express de Madagascar, p. 2)

NARSON RAFIDIMANANA VISITE DEUX USINES A ANTSIRABE

Le ministre de l'Industrie, Narsion Rafidimanana a visité les usines de transformation de lait, Socolait et Tsarafy à l'occasion de la Vitrine de Vakinankaratra. Ces entreprises doivent encore faire face à la forte concurrence des produits importés ainsi qu'à l'insuffisance de l'approvisionnement en matière première. Pour le ministère, l'objectif est de mettre en œuvre une synergie entre les éleveurs et les unités de transformation afin d'assurer la traçabilité et l'économie d'échelle dans l'approvisionnement. Ces actions sont coordonnées dans le cadre du projet « Appui à l'agrosylviculture ». (Midi Madagasikara, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 10)

BLANDINE RAHELARISOA : OU SONT PASSES LES 12 T DE CRITAL ?

Blandine Rahelarisoa assure que les 12 T de cristal saisis par les autorités, dont elle est la propriétaire,





ne sont plus entreposées dans les locaux de la police des mines. Les bureaux administratifs étant fermés, elle n'a pu obtenir d'explications des responsables. Elle lance ainsi un appel aux différentes instances, notamment au Président de la République à voir de près cette affaire. (Madagascar-Laza, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 15)

MADAGASCAR, 27^{ème} PAYS EXPORTATEUR VERS L'ÎLE MAURICE

Madagascar occupe la 27^{ème} place en termes d'exportation vers l'île Maurice, selon les dernières statistiques officielles. La Grande Île exporte des fruits de mer, du coton, des céréales, des produits laitiers ainsi que de l'huile essentielle. La 4^{ème} édition de la foire baptisée « Madagascar au Caudan », prévue se tenir du 29 octobre au 1^{er} novembre prochain au centre commercial Caudan à Maurice permettra au pays d'acquérir la majorité du marché mauricien. (Madagascar-Laza, p. 3 ; Midi Madagasikara, p. 5)

Communauté internationale

UN NOUVEL ACCORD FRANCO-MALGACHE EN VUE

La mise à jour de l'accord de coopération entre la France et Madagascar était au menu de la rencontre entre le Premier ministre malgache, Jean Ravelonarivo, et son homologue français Manuel Valls, samedi à Matignon. La demande a été faite par la délégation malgache afin de prendre en compte les priorités et les nouvelles orientations du gouvernement par rapport aux aides et aux dispositifs fournis par la France. L'accord-cadre en question, signé par l'ancien Président sous la II^{ème} République, contient les termes de référence des relations entre Madagascar et l'Hexagone en matière consulaire, militaire et de défense, mais aussi en matière de coopération culturelle, judiciaire, et économique. Le retrait des forces françaises du territoire malgache et la sortie de Madagascar de la zone franc en sont les principaux acquis. Aucun point précis n'aurait été abordé à Matignon, mais un comité ad hoc a été créé afin d'identifier les sujets à redéfinir. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 3)

- Le Premier ministre a également pu s'entretenir avec le président de la fondation Energie pour l'Afrique, Louis Borloo, et la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie Michaëlle Jean. Les discussions ont porté sur l'organisation du Sommet de la Francophonie en 2016, et la mise en place des dispositifs de sécurité, de logistique et de protocole. (Midi Madagasikara, p. 3)
- Il s'agit de revaloriser les accords, mais dans quel sens ? Du point de vue de Harimanana Raniriharinosy, expert en relations internationales, cette initiative pourrait présenter une opportunité pour la France, de se projeter une nouvelle fois dans la première loge des relations diplomatiques malgaches ? (L'Express de Madagascar, p. 3)
- Les Français ont fait tourner en rond le Premier ministre malgache lors de l'évocation des « Îles éparses ». Manuel Valls, Premier ministre français a suggéré de laisser ce sujet entre le Président malgache et le Président français. Néanmoins, il s'est engagé à restituer les matériels des pêcheurs malgaches qui avaient été saisis par la sécurité française aux abords des Îles éparses. (Tia Tanindrazana, p. 2)

SAID AHMED SAID ABDILLAH : LE BILAN DE MON PASSAGE EST SATISFAISANT





En pleine précampagne pour l'élection présidentielle des îles Comores dont le premier tour est prévu au mois de février 2016, Said Ahmed Said Abdillah affirme être satisfait de son passage dans la capitale malgache. L'objectif pour le politicien consiste principalement à tisser des relations avec les personnalités politiques malgaches. L'Observateur (p. 2)

Format de couverture

Si les autres journaux rapportent les informations relatives à la convocation des meneurs de grève de la JIRAMA à la Brigade criminelle, Madagascar-Laza, La Vérité (p. 6), Madagascar Matin (p. 7), et L'Observateur (p. 12) publient, pour leur part, les annonces payantes concernant cette société de distribution d'eau et d'électricité. La première annonce signée de l'officier de police judiciaire de la section des Recherches criminelles d'Antananarivo, atteste de la découverte d'un explosif pourvu d'un corps et d'une mèche, au siège de la direction générale. La seconde annonce vient de la Direction générale, avisant que suite à la découverte de cette bombe, il est désormais interdit aux employés de se regrouper ou d'organiser un meeting, dans tous les bureaux de la JIRAMA de la capitale (p. 5). Toute infraction à ces dispositions conduit à des sanctions. (p. 4) La troisième annonce en provenance des associations pédagogiques de l'Université d'Antananarivo, invite les enseignants-chercheurs et les autorités étatiques à déployer les moyens nécessaires à la reprise des cours, dans les plus brefs délais. Sans oublier la mention selon laquelle cette annonce a pour objet d'éviter toute interprétation politique quant à la nature du mouvement étudiant. (Madagascar-Laza p. 3)

- *Controverse autour d'une attestation de la découverte d'un engin explosif signée du lieutenant-colonel Rabarison Tiana Luc Olivier, publiée dans la presse. Quand un engin explosif est découvert à la suite d'une intervention des forces de l'ordre, il appartient au ministre de la Justice ou au procureur de la République de faire une déclaration relative aux faits survenus et à l'ouverture d'une enquête, signale La Gazette de la Grande Île. Cette formalité ne revient pas à un simple officier de police judiciaire qui n'est certainement pas tenu d'établir une attestation et de la publier, comme s'il souhaitait disculper les forces de l'ordre et biaiser l'enquête. Au préalable, il aurait été plus judicieux de procéder à un relevé d'empreintes digitales sur l'engin explosif ou de soumettre ce dernier à l'odorat infaillible des chiens de la brigade canine, propose le journal. Cette attestation, étrangement publiée 10 jours après les faits, est-elle destinée à intimider les meneurs de grève ou à induire en erreur la justice ? (p. 4)*

Madagascar Matin consacre un dossier sur l'exploitation de pétrole à Madagascar, le pays étant appelé à devenir le nouvel eldorado dans ce domaine parmi les pays producteurs de pétrole d'ici quelques mois. Des travaux d'exploration sur 24 concessions : 18 onshore et 6 offshore sont opérés actuellement. Vers 2018, environ 9.000 à 10.000 barils d'huile lourde par jour seront produits, dont 6.000 barils vendus sur le marché et environ 3.000 barils réutilisés dans le processus d'extraction. La situation de Madagascar le place comme la nouvelle frontière d'exploitation pétrolière : une frontière technologique et une frontière géographique. (Madagascar Matin, p. 5)

Style et déontologie





*Sur l'affaire des 12 T de cristal saisies et qui ont disparu des locaux de la police des Mines, **La Gazette de la Grande Île**, dans un article en version malgache, désigne « le frère cadet de Rajaonarimampianina » comme la personne qui a dérobé les pierres. Le lien de filiation avec le Président de la République est plus ou moins établi au vu de la référence au nom de famille « Rajaonarimampianina ». La source de l'information n'étant pas précisée, l'article n'est pas non plus signé, le journal rapporte une rumeur qui pourrait endommager l'image de la personne ou semer des troubles. D'autant que le journaliste fait référence à l'ancien Président Marc Ravalomanana qui aurait agi pareil vis-à-vis de la société Quartz durant son mandat. « Mais qu'arrive-t-il donc aux autorités étatiques de vouloir à ce point s'approprier des biens appartenant à autrui ? », conclut le journaliste. (p. 7)*

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

